



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture de la Meuse
Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales

ARRÊTÉ

N° 2019- 2502 du 15 octobre 2019

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploiter d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de TREVERAY et de SAINT-JOIRE
Société Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire (SPETSJ)**

Le Préfet de la Meuse,

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 4 janvier 2019 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-121 du 21 janvier 2019 accordant délégation de signature à Monsieur Michel GOURIOU, Secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution de garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation 2019-117 du 18 janvier 2019 autorisant la Société du Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire à exploiter, sur le territoire des communes de TREVERAY et de SAINT-JOIRE, une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 13 aérogénérateurs et 2 postes de livraison ;

VU la demande présentée par courrier en date du 18 avril 2019, par laquelle la Société du Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire sollicite la modification du gabarit des machines, la modification de l'orientation de la plateforme E2, le déplacement de la machine E10, la modification des bridages prévus à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2019-117 du 18 janvier 2019 ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
[site internet : www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr) [courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est référencé CL/243-2019 du 25 septembre 2019 ;

VU l'absence d'observation formulée par la Société du Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire sur ce projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDERANT que la modification de gabarit des aérogénérateurs présentée dans la demande de la Société du Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire, n'est pas de nature à modifier les impacts du projet sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la modification de l'orientation de la plateforme de l'éolienne E2 présentée dans la demande de la Société du Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire, n'est pas de nature à modifier les impacts du projet sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le déplacement de l'éolienne E10 présenté dans la demande de la Société du Parc Eolien de Tréveray Saint-Joire, n'est pas de nature à modifier les impacts du projet sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les compléments apportés justifient une modification des prescriptions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-117 du 18 avril 2019 ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La SOCIETE DU PARC ÉOLIEN DE TREVERAY SAINT-JOIRE (SPETSJ), dont le siège social est situé Avenue du Phare de la Balue à LA MEZIERE (35 520), est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 13 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur le territoire des communes de TREVERAY et de SAINT-JOIRE, sous réserve du strict respect des conditions d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral 2019-117 du 18 janvier 2019 complétées par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Activités autorisées

Cet article annule et remplace l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 2019-117 du 18 janvier 2019

Les activités autorisées sont visées aux rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	13 aérogénérateurs d'une puissance maximale unitaire de 2,2 MW, soit une puissance maximale installée de 28,6 MW, avec des mâts d'une hauteur comprise entre 88 m et 100 m, pour une hauteur totale maximale de 138 m à 150 m	Autorisation

ARTICLE 3 : Situation de l'établissement

Cet article annule et remplace l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 2019-117 du 18 janvier 2019.

L'installation autorisée est située sur les parcelles désignées ci-après des territoires des communes de TREVERAY et de SAINT-JOIRE :

Installation	Section	N° de parcelle	Coordonnées Lambert 93		Altitude au sol	Altitude en bout de pâle
			X (m)	Y (m)	Z (m NGF)	Z (m NGF)
E1	B	908	874 245	6 835 370	333,2	483,2
E2	B	908	874 250	6 834 863	349	493
E3	B	909	874 232	6 834 368	340,6	490,6
E4	ZI	21	875 294	6 835 800	333,6	483,6
E5	ZH	13	875 326	6 835 348	340,9	490,9
E6	ZH	18	875 315	6 834 966	345	493
E7	ZH	18	875 338	6 834 550	348,1	493
E8	ZN	11	875 310	6 834 169	350,7	488,7
E9	ZN	2	875 281	6 833 757	352,5	490,5
E10	ZM	10	876 359	6 834 097	354	492
E11	ZM	4	876 561	6 833 687	343	493
E12	ZM	19	876 759	6 833 317	347,6	493
E13	C	1351	876 942	6 832 936	353,1	491,1
PDL1	ZN	2	875 651	6 833 871	352	355 (haut du poste)
PDL2	ZN	2	875 651	6 833 863	352	355 (haut du poste)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées des dates prévisionnelles de début des travaux et de mise en service des installations.

ARTICLE 4 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

Cet article annule et remplace l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 2019-117 du 18 janvier 2019

7.1.1 Protection de l'avifaune

L'exploitant, en complément des exigences imposées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatifs aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la

nomenclature des installations classées met en place :

- un calendrier de travaux compatible avec le cycle biologique de l'avifaune ;
- une mise en drapeau de l'ensemble des machines sur la période du 1er au 31 octobre chaque jour de 10 heures à 17 heures, compte tenu de l'enjeu en période post-nuptiale sur l'espèce Milan royal ;
- des îlots de senescences tels que définis dans le dossier de demande d'autorisation, pour une surface minimale de 2,5 hectares.

En cas d'activité importante et/ou d'impact avéré sur les espèces recensées, les résultats des suivis, qui sont communiqués à l'inspection des installations classées, sont accompagnés des propositions de l'exploitant prévues pour éviter, réduire ou compenser ces impacts (par exemple : élévation du seuil de déclenchement des éoliennes, bridage des éoliennes, arrêt des éoliennes à certaines périodes...).

ARTICLE 5 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant la cour administrative d'appel de Nancy dans les délais prévus à l'article R.181-50 du code de l'environnement.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 : Information des tiers

Une copie de la présente décision sera déposée en mairies de TREVERAY et de SAINT-JOIRE pour mise à disposition du public pendant un an à compter de sa réception.

Un extrait de cet arrêté sera publié, par voie d'affichage ou par tous autres moyens en usage, en mairies de TREVERAY et de SAINT-JOIRE pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires concernés.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté sera adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la préfecture de la Meuse, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Meuse.

ARTICLE 7: Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- Les Maires de TREVERAY et de SAINT-JOIRE,
- L'inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est- unités départementales de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse)

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée

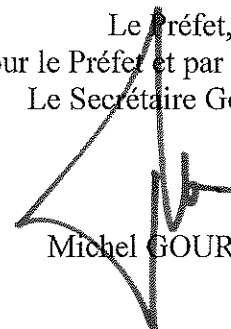
* à titre de notification à :

- Monsieur Christophe BRET - Président de Terre et Lac Conseil – Société du parc éolien de Tréveray Saint Joire – avenue du Phare de la Balue – ZAC Cap Malo – LA MEZIERE (35520)

* à titre d'information aux :

- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est
- Directeur Départemental des Territoires – services Urbanisme-Habitat et Environnement,
- Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Directeur de la sécurité aérienne d'État – Direction de la circulation aérienne militaire,
- Chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine,
- Commissaire enquêteur.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Michel GOURIOU

